

Service Santé Protection Animale et environnement
Cité Colbert
Rue Simone Veil
58000 Nevers

Nevers, le 04/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL La Grande Panse

Ferme de Côme
89450 Domecy-Sur-Cure

Références : SPAE-260107
Code AIOT : 0005426091

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2025 dans l'établissement SARL La Grande Panse implanté Ferme de Côme 58190 Saint-Aubin-des-Chaumes. L'inspection a été annoncée le 10/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL La Grande Panse
- Ferme de Côme 58190 Saint-Aubin-des-Chaumes
- Code AIOT : 0005426091
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Unité de méthanisation agricole.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Intrants :	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	Conditions d'admission des matières	20/06/2019, article 2.2.1	l'exploitant	
4	Digestats : Production de digestats	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 48	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Intrants : Enregistrement lors de l'admission	Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 2.2.4	Sans objet
3	Digestats : Production de digestats	Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 2.4.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Tout changement de la ration intégrée au méthaniseur doit être portée à la connaissance du Préfet. Ainsi, l'ajout de soupe de biodéchets au méthaniseur doit être indiquée en précisant les quantités annuelles intégrées à la ration.

Concernant le cahier d'épandage, les quantités d'azote apportées en zone vulnérable nitrates doivent respecter le 7ème plan régional d'action nitrates BFC. Le plan d'épandage nécessite une mise à jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Intrants : Conditions d'admission des matières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 2.2.1
Thème(s) : Autre, Intrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'arrêté préfectoral précise l'origine géographique et la nature des matières admises dans l'installation. Toute admission envisagée par l'exploitant de matières d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées dans l'arrêté d'autorisation est portée à la connaissance de Mme la Préfète de la Nièvre.</p> <p>Intrants d'origine agricole :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fumier de bovins : 3 500 t - Menues pailles : 600 t - Céréales immatures : 400 t - Ensilage de maïs : 900 t - Ensilage d'herbe : 900 t <p>Total de produits agricole : 51 % soit 6300 t</p> <p>Les intrants externes proviennent à 49 % de la collecte de biodéchets ou déchets fermentescibles non agricoles :</p> <p>denrées périssables ou non consommables de l'agriculture, l'aquaculture, l'horticulture et de l'indus-</p>

<p>trie</p> <p>Agroalimentaire, déchets et rebus de fabrication fermentescibles de l'agriculture, l'aquaculture, l'horticulture et de l'industrie agroalimentaire, déchets végétaux de collectivités et de paysagistes, déchets fermentescibles de la restauration collective, des marchés et des GMS (Grandes et Moyennes Surfaces), terres de filtration de l'industrie agroalimentaire, déjections animales et déchets contenant des sous-produits animaux dont la méthanisation est soumise à agrément sanitaire au titre du règlement (CE) n°1069/2009 susvisé, boues de stations d'épurations agro-industrielles.</p> <p>Nouvelles matières :</p> <p>Les matières sont conformes à la rubrique 2781-2. Tout nouvel apport est porté par écrit à la connaissance de l'Inspection des installations classées.</p> <p>Article 2.2.2. Matières non autorisées</p> <p>L'admission des déchets suivants est interdite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement susvisé, - sous-produits animaux de catégorie 1 tel que définis à l'article 4 du règlement (CE) n°1069-2009 susvisé et de ses évolutions, - déchets contenant un ou plusieurs radionucléides, dont l'activité et la concentration ne peuvent être négligées du point de vue de la radioprotection, - boues de stations urbaines, - déchets de l'activité de soin.
<p>Constats :</p> <p>Le méthaniseur est alimenté avec des intrants d'origine agricole et des intrants externes : soupe de biodéchets. Sur la période de 1 an allant de novembre 2023 à octobre 2024, les intrants enregistrés sont : du fumier, des CIVES, du marc de raisin, des graisses, jus de fosse et soupe de biodéchets. Sur cette période, 5145 tonnes d'intrants agricoles ont été intégrés dont 4 990 tonnes de fumier ; et 2910 tonnes de soupe de biodéchets. Au total 8335 tonnes d'intrant ont été consommées.</p> <p>Ces valeurs ne correspondent pas à celles indiquées dans l'AP d'autorisation du site.</p> <p>La soupe de biodéchets n'est pas indiquée dans l'AP d'autorisation du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La modification de l'origine et du volume des intrants de l'installation doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées, sous forme d'un courrier indiquant précisément la nature et la quantité prévue de chaque type d'intrant sur une période d'un an.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Intrants : Enregistrement lors de l'admission

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 2.2.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Intrants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.2.4. Enregistrement lors de l'admission</p> <p>Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - leur désignation déchet selon l'article R. 541-8 du code de l'environnement, - la date de réception, - le tonnage, - le nom et l'adresse de l'expéditeur initial, le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans

<p>lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés, traités, ainsi que le numéro de SIRET,</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et l'adresse du transporteur du déchet, son numéro de SIREN, - la désignation du traitement déjà appliqué au déchet ou à la matière, - la date et le motif du refus le cas échéant. <p>Le registre d'admission des déchets est conservé par l'exploitant pendant une durée de dix ans en cas de retour au sol. Le registre est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les admissions d'intrants sont enregistrées dans un registre qui a été présenté à l'inspection. Les bons de livraison des intrants externes sont conservés dans le registre. Ils indiquent la nature, le volume, la date de livraison, l'expéditeur, et le code déchet de chaque intrant externe.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'admission d'huile végétale issue du site de Avallon Bioénergie et utilisée pour le méthaniseur doit être enregistrée avec un bordereau déchet.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Digestats : Production de digestats

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2019, article 2.4.6</p>
<p>Thème(s) : Autre, Digestats</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.4.6. Production de digestats La production maximum de digestats est de 20 000 t/an. L'exploitant tient à jour un registre des digestats sortants mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature de la matière, - la date de chaque enlèvement, - la destination. <p>Le registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de 10 ans et tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. Le cahier d'épandage peut tenir lieu de registre de sortie des digestats,</p>
<p>Constats :</p> <p>Le cahier d'épandage vaut registre de sortie. L'installation n'émet pas d'autres déchets que le digestat. Le cahier d'épandage a été transmis à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Digestats : Production de digestats

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 48</p>
<p>Thème(s) : Autre, Digestats : registre de sortie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Registre de sortie, plan d'épandage L'exploitant tient à jour un registre des déchets ou matières sortantes mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature du déchet ou de la matière ; - le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, le cas échéant ; - la date de chaque enlèvement ;

- les masses ou volumes et caractéristiques correspondantes ;
- le type de traitement prévu : épandage, traitement (compostage, séchage...) ou élimination (enfouissement, incinération, épuration...) ;
- le destinataire.

Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de 10 ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôle en charge des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

Le cahier d'épandage tel que prévu par l'arrêté du 7 février 2005 susvisé peut tenir lieu de registre de sortie du digestat pour les installations visées par ce texte.

Seul le digestat présentant un intérêt pour les sols ou la nutrition des cultures et dont l'application ne porte pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures ni à la qualité des sols et des milieux aquatiques peut être épandu.

Si le digestat est destiné à l'épandage sur terres agricoles sans être mis sur le marché en tant que matière fertilisante, il fait l'objet d'un plan d'épandage dans le respect des conditions visées ci-après, sans préjudice des dispositions de la réglementation relative aux nitrates d'origine agricole.

L'épandage est alors effectué par un dispositif permettant de limiter les émissions atmosphériques d'ammoniac.

a) Dans le cas d'une unité de méthanisation ne traitant que des effluents d'élevage et des matières végétales brutes issus d'une seule exploitation agricole, les conditions d'épandage du digestat sont celles prévues par la réglementation qui s'applique à cette exploitation. Le plan d'épandage initial doit être mis à jour pour tenir compte du changement de nature de l'effluent.

b) Dans le cas d'une unité de méthanisation relevant de la rubrique 2781-1 de la nomenclature des installations classées, le plan d'épandage respecte les conditions visées à la section IV "Epandage" de l'arrêté du 2 février 1998 modifié, à l'exception des prescriptions suivantes :

- l'analyse des sols figurant au 7° de l'article 38 et portant sur les paramètres mentionnés au tableau 2 de l'annexe VII a ;
- la distance aux habitations mentionnée au tableau 4 de l'annexe VII b, réduite à 15 m en cas d'enfouissement direct du digestat ;
- les interdictions d'épandage figurant au 2° du I de l'article 39-I ;
- l'analyse des sols figurant au I et au 4° du II de l'article 41 ;
- la fixation dans l'arrêté d'autorisation des teneurs maximales en éléments et substances indésirables présents dans les effluents ou déchets et de la quantité maximale annuelle d'éléments et substances indésirables épandus à l'hectare, figurant à l'article 42.

Constats :

L'exploitant enregistre ses épandages sur le logiciel "Mes parcelles". Ces enregistrements précisent la quantité de digestat épandue sur les différents îlots du plan d'épandage. Le cahier d'épandage pour l'année 2025 en cours a été envoyé à l'inspection. Une partie du plan d'épandage se trouve en zone vulnérable Nitrates. Une synthèse du plan prévisionnel de fumure 2025 a été présentée et transmis à l'inspection. Le plan d'épandage a été réalisé en 2017.

Plusieurs anomalies ont été relevées dans le cahier d'épandage.

Certains îlots ne sont pas indiqués dans le plan d'épandage. C'est le cas notamment des îlots : 193 et 195. L'îlot 121 ne correspond pas au plan d'épandage.

De plus, dans les zones vulnérables nitrates, plusieurs épandages apportent des quantités d'azote supérieures aux quantités maximales prévues par le 7ème programme régional d'action Nitrates. En effet, pour les épandages réalisés entre le 1er et le 15 février, l'apport d'azote ne doit dépasser 50 unités/ha pour les cultures de céréales, et 80 unités/ha pour les épandages réalisés entre le 1er février et le 1er mars. Les îlots 9, 10, 11, 12, 14 et 15 sont par exemple concernés par ces anomalies.

Attention également à respecter, pour chaque îlot, la surface épandable mentionnée dans le plan d'épandage, et non pas épandre sur la surface totale de l'îlot.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre à jour le plan d'épandage.

Respecter la réglementation applicable concernant l'épandage sur les zones vulnérables Nitrates en veillant à raisonner les apports d'azote.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois